

COMMENT LES ONG ONT-ELLES SU, SUR DES TEMPS COURTS, ARTICULER LA NÉCESSAIRE VIABILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE AVEC LES MODALITÉS DE FINANCEMENT, D'INVESTISSEMENT ET LA COLLECTE DES REVENUS ? QUELS SONT LES EFFETS SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES D'INTERVENTION ?

Hypothèse 1

Les ONG rencontrent des difficultés à faire appliquer/tester des modalités de paiement, ou de mise en œuvre (RH, modèle organisationnel, etc.), adaptées à la saisonnalité des activités des utilisateurs ruraux.

VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Oui	Oui	Non

Les tarifs de l'électrification rurale hors réseau sont supérieurs à ceux proposés sur le réseau interconnecté, la plupart du temps subventionnés par l'Etat. Expliquer une telle différence par des actions d'intermédiation sociale et mettre en place des activités de recouvrement par les opérateurs s'est révélé compliqué sur les projets des ONG. Celles-ci ont souvent proposé un tarif, puis ont pu, face aux difficultés de recouvrement, envisager un second modèle. Il est encore trop tôt pour conclure sur la validation d'un certain modèle, qui permettrait d'allier viabilité économique et inclusion / universalité de l'accès à l'énergie et serait applicable à tous les cas / sites.

Cependant, il est globalement validé que le post-paiement, s'il permet d'améliorer l'inclusion et une augmentation de la consommation, est une source de difficultés supplémentaires pour le recouvrement des factures par les opérateurs, tant les clients sont contraints par leur économie soumise aux aléas des zones rurales (sécheresse, climat, politique, marché limité, santé, etc.)

FOCUS PROJETS DE ZAE & ECODEV (GERES)

Le Geres a mis en place une tarification “juste”, c'est-à-dire qui permet un équilibre financier pour le gestionnaire et qui ne met pas en péril les acteurs économiques.

Cependant, malgré cela, les tarifs sont considérés comme “trop élevés” par les usagers. Ces derniers comparent souvent le coût de l'électricité en ville où elle est subventionnée et moins chère, ce qui est difficile à comprendre pour les ruraux. Les usagers estiment que le Geres (qui est considéré comme le porteur de projet) dispose de ressources pour réduire les tarifs. En revanche, les analyses faites par le Geres sur les TPE ne font pourtant pas apparaître le coût de l'énergie comme une contrainte majeure. Il y a ainsi une réelle différence entre la perception des tarifs et le poids réel dans les charges des TPE.

Le paiement des loyers des ZAE est mensuel mais le Geres est en cours de réflexion pour proposer un paiement saisonnier, ou une occupation variable en fonction de l'année. La question de tarification saisonnière est débattue sans avoir été tranchée. Pour les nouvelles ZAE, un tarif “encapsulé” est testé : la TPE paye un service et non un kWh, c'est le “package” qui est facturé : loyer, électricité, accompagnement entrepreneurial, gestion de la ZAE, etc. Une réflexion sur une péréquation tarifaire avec un forfait qui varierait en fonction des TPE est également en cours.

RECOMMANDATIONS

- Passer en mode prépaiement en assurant une inclusion des clients les plus contraints, via une adaptation des tarifs ou des modèles de recouvrement
- Tester des modèles de tarification davantage axés sur la saisonnalité des activités et revenus des utilisateurs
- Développer les activités productives, utilisant l'énergie pour créer du revenu localement et des utilisateurs mieux à même de payer une facturation électrique
- Rémunérer les opérateurs locaux en fonction du recouvrement des factures et donc des gains réels et de la viabilité de l'infrastructure

JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

Seul le prépaiement est en mesure d'assurer une possible viabilité de l'infrastructure, tant le post-paiement est soumis aux facteurs humains, culturels et externes (aléas climatiques, etc.) et contraint les opérateurs locaux.

La saisonnalité des activités et des revenus est trop contraignante pour payer un service énergétique uniquement "consommateur" et non productif pendant certains mois de l'année. Un retard de paiement pour un client ne se récupère quasiment jamais.

Une motivation des opérateurs par un "salaire variable" permet d'assurer une implication et un respect des règles plus importants dans les activités de recouvrement.

Hypothèse 2

Pour garantir la viabilité technique et donc économique des infrastructures, les ONG ont fait les choix suivants : conception de qualité, du matériel de qualité, disponible localement et des technologies que les RH locales sur site sont en mesure de gérer (suite à une formation).

VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Oui	Oui	Oui

Les ONG font le choix d'une conception et de matériel de haute qualité, parfois atteignant les standards européens qui sont très élevés par rapport au niveaux d'équipements usuels des populations rurales. Elles s'approvisionnent dans la mesure du possible en technologies et compétences locales mais ces dernières sont rarement disponibles à proximité des sites des projets, et une provenance particulière est parfois réclamée par certains bailleurs. Cela peut compromettre la viabilité à moyen terme.

Le coût de telles infrastructures est élevé et fait porter à l'opérateur local une responsabilité importante (lui qui n'est pas impliqué dans le choix initial du matériel). Ce matériel, d'aussi bonne qualité soit-il, peut être sujet à des pannes précoces dans les conditions d'opérations (rurales, humides, sahéliennes, etc.) compromettant directement la capacité à être remplacé par une pièce équivalente et pesant donc sur la viabilité économique de l'infrastructure.

Le choix du renouvelable a été effectué depuis plusieurs années sur les projets d'électrification rurale, mais les retours en termes de pérennité ne sont pas simples.

Si seul un service fiable et conforme aux attentes des usagers peut permettre leur satisfaction, et donc le paiement des redevances, il n'est pas encore prouvé que ces choix techniques garantissent la viabilité des infrastructures sur le long terme.

FOCUS PROJETS RESOUTH & BOREALE (FONDEM)

Le matériel installé était de grande qualité. Cependant, plusieurs contraintes sont apparues au cours du projet. La gestion des pièces de rechange se révèle délicate à anticiper : les prix peuvent changer, les composants ne plus être fabriqués, les fabricants avoir disparu, etc. Il est donc essentiel de faciliter les mises en lien avec des structures malgaches (locales) et d'inciter les exploitants à suivre ces évolutions. L'importance de l'accès aisé aux pièces de rechange est l'une des leçons tirées du programme Resouth.

Par ailleurs, malgré la qualité du matériel fourni pour le projet Boréale, deux régulateurs ont dû être changés au bout d'un an. Remplacer du matériel d'une telle qualité en si peu de temps est impossible pour une infrastructure avec ce niveau de consommation et donc de revenus.

Il est enfin noté que le faible niveau technique des exploitants présente un risque important pour la pérennité des projets.

RECOMMANDATIONS

- Conserver le choix des énergies renouvelables et du matériel qualitatif, ainsi que la formation des acteurs locaux à la gestion de ces équipements et technologies
- Privilégier les technologies et matériels disponibles ou réparables localement et disposer d'un stock de pièces de rechange à proximité des sites

JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

Un service de qualité est le seul moyen d'assurer une "appartenance" au projet et donc une volonté de payer les frais des clients associés à leur consommation.

Le lien entre un opérateur local et un fournisseur étranger semble impossible sans l'intervention du porteur de projet (ONG), ce qui compromet la viabilité à moyen terme. L'envoi d'un composant à l'étranger pour sa réparation coûte environ 1 000€, ce qui n'est pas envisageable pour une infrastructure énergétique rurale à faibles revenus.

CONCLUSION

La tarification de l'électricité est le casse-tête de l'électrification rurale. Le prépaiement, bien que limitant les consommations, est une avancée majeure pour ajuster les dépenses aux capacités des abonnés, variables au cours de l'année. Le niveau des recettes des projets pilotes ne permet aujourd'hui pas le remplacement des composants majeurs. Les mises à l'échelle restent risquées et leur viabilité incertaine.

Aussi, choisir des composants d'excellente qualité permet de donner confiance aux abonnés, pour un accroissement possible des usages, et d'espérer une durée de vie la plus longue possible.